QUATRIEME ANNEE. — N° 43. 25 OCTOBRE 1923.

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

142, Rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Notes et aperçus (*Amédée Dunois*). — Le Conseil National des 14-15 octobre (*Albert Treint*). — Résolution sur l'action syndicale votée par le Conseil National. — Notes d'Allemagne (*R. Albert*). — La défense du prolétariat allemand (*Ernest Meyer*). — La signification des événements de Bulgarie (*G. Zinoviev*). — Socialdémocratie et fascisme. — La semaine.

NOTES ET APERÇUS

I. — LE VRAI DANGER

Les événements, en Allemagne, sont allés bon train depuis quinze jours. Replâtrée tant mal que bien, grâce à la lâcheté — qui passera à la postérité — des social-démocrates, la Grande Coalition a eu quelque peine à obtenir du Reichstag les pleins pouvoirs qu'elle réclamait. Le premier usage qu'elle en a fait, ç'a été d'abroger d'un trait de plume le *kohlensteuer*, l'impôt sur le charbon, qui gênait le trafic des magnats. Après quoi, et tout de suite, elle est entrée en conflit avec le gouvernement ouvrier de Saxe, dont certains membres osent parler en communistes et n'hésitent pas à braver la colère du général Muller, représentant du Reich. Les organisations de défense prolétarienne, ces embryons d'armée rouge que sont les *centuries*, ont été dissoutes — sur le papier tout au moins. Il est inadmissible, en effet, que le prolétariat possède des armes et soit à même de se défendre. La bourgeoisie n'est pas née d'hier : elle sait fort bien que la condition de son hégémonie, ce n'est pas seulement un *prolétariat affamé*, c'est encore et surtout un *prolétariat désarmé*. — Bas les armes donc, prolétaires malappris de Saxe et de Thuringe ! A-t-on idée de ça, des « centuries » prolétariennes ?... Par contre, en toute licence, les fascistes du Sud, poursuivent au grand jour, ou à peu près, leurs préparatifs de guerre civile. La guerre civile qu'ils préparent, avec ses menaces de violences antisémitiques, n'est pas évidemment, sans donner des soucis au gouvernement du Reich qui a, pour le moment, plus de chiens à fouetter que de bras pour le faire. Mais il ferme les yeux. Une guerre civile qui ne met pas en question la domination de classe de la bourgeoisie capitaliste ne lui paraît pas, après tout, mortellement dangereuse. Le vrai danger, il est à Dresde, à Leipzig, à Weimar, là où social-démocrates de gauche et communistes révolutionnaires viennent, enfin, de donner au front prolétarien unique sa conclusion rationnelle : celle du gouvernement ouvrier.

II. — GOUVERNEMENT OUVRIER

Le gouvernement ouvrier !... Quand le mot d'ordre en fut lancé, il n'y a pas encore deux ans, par l'Internationale Communiste, combien parmi nous s'étonnèrent, d'ailleurs en toute bonne foi ! On voyait dans le gouvernement ouvrier quelque chose comme un abandon de la dictature du prolétariat, un signe d'opportunisme louvoyant, une marque de fâcheuse pusillanimité. La vérité est que beaucoup, chez nous, ont encore, de la marche de l'histoire, une conception assez peu concrète, — pour ne pas dire assez peu historique... Ils se la représentent volontiers comme rectiligne et uniforme. L'histoire, cependant, est loin de ressembler à l'image simplifiée qu'on se fait d'elle trop souvent. Et quand je dis l'histoire, c'est la révolution prolétarienne qu'il faut entendre, ou plus concrètement encore la lutte de classe prolétarienne.

La lutte de classe devra infailliblement passer par la voie de fer de la dictature du prolétariat. C'est un point aujourd'hui solidement établi pour tout révolutionnaire attentif et sérieux. Mais la dictature du prolétariat sera l'aboutissement d'une période plus ou moins longue de combats acharnés, transformant peu à peu, comme l'a dit Marx, « les circonstances et les hommes ». D'ici là, il est permis d'en-

visager toute une série d'étapes intermédiaires dont on ne peut assigner d'avance ni l'heure, ni le lieu, ni la forme, mais dont nous voyons de plus en plus clairement, à la lumière des événements d'Allemagne, que le gouvernement ouvrier sera l'une des plus usuelles. Le gouvernement ouvrier n'est pas, ne peut être autre chose qu'une étape, un tournant de route. La pire des fautes serait sans doute de voir en lui une sorte d'*ersatz* de la dictature du prolétariat dont il permettrait, si l'on peut dire, de faire l'économie. La dictature du prolétariat est historiquement inévitable : elle est l'instrument tranchant de la révolution prolétarienne ; elle fait corps positivement avec cette révolution. Le gouvernement ouvrier, au contraire, n'a de valeur révolutionnaire que selon l'usage qu'on en fait. Tout ce qu'on lui demande, c'est de réaliser son programme, c'est-à-dire d'accentuer encore les antagonismes sociaux et de faciliter au prolétariat, par des mesures décisives, le passage à l'offensive contre la bourgeoisie.

Ce programme, au surplus, existe depuis un an bientôt. Il a été rédigé par le IVe Congrès de l'Internationale Communiste qui a, dans l'occurrence, fait preuve du plus sûr instinct prophétique. Qui eût pensé, il y a onze mois, que l'évolution de la lutte politique en Allemagne amènerait le Parti Communiste allemand à se prononcer pour l'entrée de plusieurs de ses membres dans les gouvernements de Saxe et de Thuringe ?

Relisons ce passage de la résolution sur la tactique de l'Internationale Communiste :

Le programme le plus élémentaire d'un gouvernement ouvrier doit consister à armer le prolétariat, à désarmer les organisations bourgeoises contre-révolutionnaires, à instaurer le contrôle de la production, à faire tomber sur les riches le principal fardeau des impôts et à briser la résistance de la bourgeoisie contre-révolutionnaire.

C'est là le programme même sur lequel s'est scellée, à Dresde et à Weimar, l'union des social-démocrates de gauche et de nos camarades communistes. Le gouvernement ouvrier, ainsi défini, ne marque pas, tant s'en faut, un arrêt dans le développement de la révolution prolétarienne ; il est la conséquence pour ainsi dire nécessaire de ce développement. Comme le disait encore la résolution précitée (que les amis du *Bulletin* pourront lire, en même temps que les commentaires de Zinoviev, dans le petit volume que publie précisément cette semaine la Librairie de l'*Humanité* : l'*Internationale Communiste au travail*) : « [Le gouvernement ouvrier] naît dans la lutte des masses même, il s'appuie sur des organes ouvriers aptes au combat et créées par les couches les plus vastes des masses ouvrières opprimées ».

Se dérober au gouvernement ouvrier au nom de la dictature du prolétariat eût été de la part du Parti Communiste allemand une reculade insensée. Il ne l'a pas commise et nous l'en louons. A lui de nous faire voir, maintenant, qu'entre la dictature du prolétariat de demain et le gouvernement ouvrier d'aujourd'hui, il n'y a qu'une différence de moment et de circonstances.

III. — A SITUATION NOUVELLE. NOUVEAU MOT D'ORDRE

La solidarité qui s'est instantanément établie entre les deux gouvernements ouvriers de Saxe et de Thuringe est, après le fait de leur constitution, l'événement capital de la semaine, encore qu'il fasse moins de bruit dans le monde que la proclamation de la République rhénane par les espions de Poincaré-Theunis et même que la rupture qui vient de se produire entre Munich et Berlin. Evénement capital également, l'envoi contre Dresde et Leipzig de toutes les forces disponibles de la Reichswehr : soixante mille hommes. La Grande Coalition — dans laquelle, ne l'oublions pas, figurent encore, après le débarquement inglorieux d'Hilferding, trois députés social-démocrates, membres de « l'Internationale des traîtres et des ministres de rois » — démasque ainsi sans vergogne le caractère purement contre-révolutionnaire de son programme. Si coulante quand elle a affaire aux fascistes et antisémites du Sud, si résignée devant la trahison vulgaire des séparatistes rhénans, elle est intraitable avec le gouvernement ouvrier. Tant il est vrai qu'il n'y a d'antagonismes profonds que les antagonismes sociaux ! Tant il est vrai que les luttes de classes forment la trame solide et continue de l'histoire !... Rome n'a jamais eu qu'un véritable ennemi, incorruptible, celui-là, et irréconciliable : Spartacus.

Le sort de la révolution allemande — peut-être même celui de la révolution russe et de la révolution mondiale — se joue en ce moment dans la plaine saxonne, non loin des lieux légendaires où se livra en 1813 la Bataille des Nations, qui devait marquer, elle aussi, un tournant de l'histoire. Nous parlons beaucoup, depuis trois ou quatre semaines de l'*imminente révolution allemande*, et nous avons raison. Mais qui ne voit que la révolution allemande n'est pas seulement imminente ? Qui ne voit qu'elle est commencée ? Le conflit qui met aux prises le gouvernement ouvrier de Saxe et la grande coalition populiste-social-démocrate de Berlin, qu'est-ce autre chose que le premier acte de la révolution allemande ?

Depuis des mois et des mois, depuis surtout l'envahissement de la Ruhr, nous nous égosillons — c'est le cas de le dire — à répéter comme un *leitmotiv* le mot d'ordre : Défense du prolétariat allemand !... Défense du prolétariat allemand contre Cuno et Poincaré !... Défense du prolétariat allemand contre le traité de Versailles !... Défense du prolétariat allemand contre la famine et l'esclavage !

Aujourd'hui le mot d'ordre se transforme, et nous disons : Défense des gouvernements ou-

vriers de Saxe et de Thuringe contre les réacteurs de Berlin ! Et ce mot d'ordre deviendra lui-même demain, par une sorte de progression dialectique : Défense de la révolution allemande contre tous ses ennemis, tant de l'intérieur que de l'étranger !

Notre attitude ne change pas. Nous avons fait ce que nous avons pu pour soulever au-dessus d'elle-même cette masse française abrutie par quatre années de guerre, grisée par cinq années de victoire, si faiblement accessible à la compréhension des grands problèmes, dès qu'ils atteignent un certain degré de complexité et tant qu'ils ne s'accompagnent pas d'éclairs et de tonnerre. La masse, hélas ! ressemble à ces amateurs de théâtre pour lesquels il n'y a que le cinquième acte qui compte parce que c'est le seul qui soit véritablement « du théâtre ». Nous avons fait le maximum de l'effort possible. Est-il bien sûr pourtant que nous soyons parvenus, à nous seuls, à tirer la masse de sa somnolence ? Nous n'avons pas même réussi à imposer silence aux aboyeurs de résistance, de dissidence et de pseudo-anarchie, aux ennemis nés et quasiment professionnels de toute révolution présente ou future. La campagne abjecte contre le « nationalisme » des communistes d'outre-Rhin a pu se dérouler impunément dans cette petite presse hebdomadaire où imbéciles et gredins — ceux-ci poussant ceux-là — communient dans l'anticommunisme... Notons pourtant, comme un résultat acquis, que l'entrée de cinq communistes dans les gouvernements ouvriers de Saxe et de Thuringe semble avoir arrêté net les diatribes empoisonnées de Paul Faure. Comment continuer à accuser Radek de connivence avec Reventlow, alors que les amis de Radek s'allient publiquement avec ceux de Paul Faure... contre ceux de Reventlow ? Paul Faure parle maintenant d'autre chose. Quant à la IIe Internationale, elle est exactement, dans toute cette affaire, « comme si elle n'était pas ». Le prolétariat allemand, les gouvernements ouvriers de Dresde et de Weimar, la révolution sociale en Allemagne, ce n'est pas son rayon. C'est tout au plus si elle ne défère pas ces questions épineuses... à la Société des Nations !

La fable odieuse du « *Nationalo-bolchevisme* » (ô vieille et toujours jeune puissance des mots !) ne traîne plus à cette heure que dans la petite presse malpropre dont je parlais plus haut. Elle est là, ma foi, comme chez elle, comme la boue dans le ruisseau. Attendons-nous à la voir, cette petite presse, dénoncer les centuries prolétariennes comme elle a si longtemps dénoncé l'armée rouge. Car, enfin, les centuries, c'est encore du militarisme, et le militarisme, il n'en faut plus !... Hélas ! ce qu'il y a au monde de plus contre-révolutionnaire, c'est le manque d'esprit critique, c'est la demi-science prétentieuse, c'est la grosse bêtise qui se croit fine et dont les agents de l'ennemi tirent insidieusement les ficelles...

IV. — REGARD CHEZ LES DISSIDENTS

Savez-vous à quelle incontestable autorité le *Populaire* a fait appel pour écraser doctrinalement le bolchevisme, autrement dit la révolution russe ? A l'autorité — si j'ose dire — du président bourgeois de la République tchécoslovaque... C'est comme j'ai l'honneur de vous le dire.

Il paraît que M. Masaryk, que nous connaissions depuis vingt ans comme un des contempteurs assidus, patentés, *cathédraux* du marxisme, a écrit en 1920 — l'année même où il réprimait brutalement la grève générale des ouvriers tchécoslovaques — une savante brochure en laquelle il *démontre* (encore un coup, c'est comme je vous le dis) que la révolution russe n'est qu'une grossière falsification du marxisme...

Et le *Populaire*, heureux et triomphant, d'abriter son antibolchevisme bilieux derrière le marxisme spécial du professeur Masaryk, kantien démocrate et slavophile ! Quand nous fondions en avril 1918 le *Populaire*, qui aurait dit que, de chute en chute, l'infortuné tomberait aussi bas dans l'insanité !

Une question : que peut bien penser Bracke de la valeur marxiste du témoignage Masaryk ?

Autre chapitre de la petite histoire.

Les dissidents ont commémoré le trentième anniversaire de l'entrée au Parlement du citoyen Arthur Groussier. Banquet suivi de punch. Punch accompagné de palabres.

Dans ces palabres *inter pocula*, il a été beaucoup question du passé et des morts, des élections fameuses de l'an de grâce 1893, de Jaurès, de Vaillant, de Guesde et même de Sembat. Très peu question de l'avenir ; je dirais même pas du tout si le vieux Groussier — cet âge est tout audace ! — ne s'était laissé aller à saluer « l'aurore que nos grands morts n'ont point vue et qui luira bientôt sur un prolétariat libéré et une humanité affranchie ».

Et c'est tout. Pas un mot, bien entendu, de la révolution russe ; pas même une allusion à cette entreprise de géants auprès de laquelle la Commune n'est qu'un essai modeste d'apprenti... Pas un mot de la révolution allemande...

Voulez-vous une définition : les socialistes de la IIe Internationale sont des hommes pour qui n'existent ni la révolution allemande ni la révolution russe.

A part cela, bons socialistes !

Amédée DUNOIS.

KARL RADEK

La Tactique communiste

Une brochure 1 25

Le Conseil National des 14-15 Octobre

Notre dernier Conseil National a manifesté la force réfléchie de notre Parti Communiste. Plus de grands discours sonores et creux, comme ceux par lesquels les grands ténors de tribune de l'ancien parti obtenaient des succès de théâtre. A la Grange-aux-Belles, la plupart des interventions furent simples et substantielles.

Autour du Conseil National, et conformément à ses directives, travaillèrent plusieurs commissions, qui, sur différentes questions, effectuèrent un bon travail pratique.

La Conférence des délégués régionaux qui siégea pendant trois jours, à l'issue du Conseil National, décida avec un grand souci de précision des mesures à prendre pour que notre Parti puisse accomplir ses tâches.

Avant la grande bataille révolutionnaire d'Allemagne, où vont être engagées toutes les forces de l'Internationale Communiste, notre Parti, dans son Conseil National, a procédé à la revision de son appareil et à l'examen de sa tactique.

La gestion financière du Comité directeur fut unanimement approuvée. Justes d'un point de vue purement technique, les observations de la Commission de contrôle ne furent pas retenues. Chacun comprit que la bataille politico-économique du prolétariat a de brusques et impérieuses exigences et qu'il n'est pas possible, dans ces conditions, de gérer les finances de notre Parti selon le rythme régulier d'une petite affaire commerciale de province. Il ne se peut agir pour nous de limiter les dépenses du Parti à ses ressources certaines. Il s'agit, au contraire, de trouver les ressources nécessaires pour mener à bien les batailles du prolétariat. Si la plupart de nos militants font personnellement de grands sacrifices d'argent, il faut bien reconnaître qu'ils ne savent guère susciter autour d'eux les mêmes sacrifices.

Il faut que chacun comprenne la nécessité de lier à notre organisation les couches sympathisantes du prolétariat en leur demandant de contribuer aux dépenses de « leur Parti ». Sans préjudice des initiatives individuelles, locales ou régionales, chacun de nos membres doit se donner pour tâche de placer d'ici à la fin de l'année au moins une carte de membre sympathisant.

Le Conseil National a rapidement mis au point quelques détails d'exécution du travail du Parti parmi les ouvriers étrangers.

La Conférence syndicale, convoquée à l'occasion du Conseil National, a réuni un grand nombre de délégués. La discussion ample, serrée, révéla l'accord fondamental de tous sur la question des rapports du Parti et des syndicats, en même temps qu'un souci unanime de renforcer les organisations syndicales par un bon travail pratique des communistes.

Unanimement approuvés, Monatte, au cours de cette conférence préalable, et Rosmer, au Conseil National, définirent le travail syndical des communistes non seulement en vue du Congrès de Bourges, mais surtout en vue de la bataille ouvrière contre la bourgeoisie.

Les communistes, par la violence de leurs adversaires de tendances, sont souvent obligés de s'engager à fond dans les élections syndicales. Mais il ne s'agit en aucun cas pour les communistes de conquérir les postes de confiance dans les syndicats, afin de savourer la satisfaction d'une victoire de tendance presque toujours facile à obtenir. Pour nous, communistes, il s'agit beaucoup moins de triompher de l'adversaire anarchiste ou syndicaliste pur, que de nous servir des postes où nous placent la confiance des syndiqués pour bien mener la bataille quotidienne contre le patronat. Le syndicat n'est pas un club de discussions académiques entre tendances rivales ; il est l'un des organes de la lutte permanente des classes et doit organiser pratiquement la lutte ouvrière dans chaque situation donnée.

Ce sont les adversaires du communisme qui le plus souvent instituent dans les syndicats de vaines discussions théoriques en dehors de l'action de chaque jour.

Les communistes savent que leur doctrine, exprimant l'expérience de plus d'un siècle de luttes ouvrières, ne peut que recevoir la confirmation de l'expérience dans les combats quotidiens.

Le Conseil National a dû constater néanmoins que, dans certaines de nos fédérations, les communistes ont parfois négligé leur travail syndical. Mais il est certain que l'appel de Tommasi a été entendu et compris. Désintéressement des choses syndicales et déviation de bas électoralisme parlementaire sont un seul et même mal. C'est le mal de l'ancien parti. C'est un mal qui n'a pas d'avenir dans notre Parti d'aujourd'hui.

Placé devant l'organisation régionale du Parti, le Conseil National l'a dans l'ensemble approuvé. De nombreuses critiques de détail ont été apportées. Les unes montrent que certains cercles du parti n'ont pas encore bien compris la nécessité de substituer à la liaison paperassière et bureaucratique des Fédérations avec le Centre directeur, le lien vivant du délégué régional. Au fur et à mesure que l'action de notre Parti va devenir plus intense cette incompréhension se dissipera et il apparaîtra à tous que notre rouage régional, loin d'être superfétatoire, a besoin au contraire d'être renforcé et pourvu de moyens techniques suffisants.

D'autres suggestions, pour intéressantes qu'elles soient, nous tracent un programme que les moyens dont nous avons disposé ne nous ont pas permis de réaliser. La direction du Parti mettra en œuvre ces suggestions dans la mesure de ses possibilités accrues.

Enfin, d'autres critiques permettent d'apporter immédiatement des améliorations précieuses au fonctionnement actuel de notre nouvelle organisation.

Meilleure liaison des délégués régionaux avec le centre, meilleure division du travail à la direction du Parti, détermination plus précise des questions que le délégué régional doit résoudre par sa propre initiative et des questions qu'il doit obligatoirement soumettre à la direction ; règlement par le Comité directeur ou le Bureau politique des conflits importants qui peuvent survenir entre les délégués régionaux et les Fédérations ; rapports directs entre les Fédérations et le Centre du Parti pour tout ce qui touche à la vie administrative courante et déjà codifiée, telles sont les suggestions que nous allons nous attacher à réaliser.

La direction du Parti n'a pas eu la prétention de monter de toutes pièces une organisation qui

fonctionnerait parfaitement du premier coup. En se basant sur l'expérience des autres partis, elle a voulu créer, et elle y a réussi, une organisation qui réponde aux nécessités de la lutte à mener ; une organisation qui doit être fortifiée et perfectionnée par l'expérience de tout le Parti.

Notre Conseil National a examiné la tactique du Bloc ouvrier et paysan proposée au Parti français par Trotsky au nom de l'Exécutif de l'Internationale. Après le rapport précis et substantiel de Cremet et l'intervention de Cachin, cette tactique a été approuvée dans ses grandes lignes.

La formation d'un Bloc ouvrier et paysan, dénonçant avec une égale vigueur les méfaits et les crimes du Bloc National, ainsi que les illusions du Bloc des gauches, élargit et renforce la tactique du front unique en entraînant la masse des petits paysans dans le sillage du prolétariat, qui en raison de sa concentration dans les villes et de sa situation de classe totalement dépossédée, doit conserver dans la bataille contre le capitalisme le rôle de force motrice et directrice.

Le Bloc ouvrier et paysan est une formation de combat et son aspect électoral n'est qu'un de ses aspects secondaires.

Au reste, il est fort possible que le développement de la Révolution allemande et les répercussions que celle-ci déterminera en France aboutisse à une lutte des classes si intensifiée et à une crise si profonde du régime, que les élections législatives de 1924 n'aient pas lieu.

Notre Conseil National a dû néanmoins examiner l'éventualité de la bataille électorale de l'an prochain.

Il a mis en lumière la manœuvre socialiste et les appétits bassement électoraux des dissidents, qui feraient volontiers le bloc ouvrier avec les communistes dans les régions industrielles, et le bloc des gauches dans les régions où dominent numériquement la petite et la moyenne bourgeoisie.

Notre Parti ne se prêtera pas à cette râfle des mandats parlementaires que méditent les chefs socialistes. Les partis qui se réclament de la classe ouvrière devront se prononcer clairement sur le programme proposé à tous les travailleurs par le Parti Communiste et dire si oui ou non, quelles que soient les chances électorales, ils sont, dans toute la France, décidés à dresser le bloc ouvrier et paysan contre les blocs bourgeois, que ceux-ci s'intitulent de droite ou de gauche.

Sur la base de notre programme, une proposition formelle de participer au Bloc ouvrier et paysan devra-t-elle être faite aux socialistes ? Devrons-nous, au contraire, proposer notre programme à l'ensemble des travailleurs sans nous soucier d'obliger le Parti Socialiste comme tel à se prononcer ? C'est une question que devra résoudre notre prochain Congrès.

Nous savons que les chefs socialistes et résistants sont liés par mille liens invisibles et forts à la bourgeoisie. Mais il ne suffit pas que nous sachions cela. C'est notre travail de Parti Communiste, et il est d'une bonne pédagogie prolétarienne et révolutionnaire de faire apparaître clairement à la masse des travailleurs ce qui n'est encore évident que pour les communistes et les sympathisants. C'est pourquoi je pense, à moins qu'on n'apporte contre cette thèse des arguments déterminants, que nous devrons, devant les masses laborieuses, obliger formellement les chefs ouvriers à se prononcer sur un programme pratique de lutte de classes, soit pour le Bloc ouvrier et paysan avec les communistes et les sans-parti, soit pour le bloc avec l'aile gauche de la bourgeoisie.

Notre Parti a fait la preuve de ses progrès communistes en ne manifestant aucune impatience électorale et en adoptant la proposition de notre ami Louis Sellier, aux termes de laquelle les problèmes secondaires et d'aspect électoraux, relatifs au Bloc ouvrier et paysan, seraient définitivement résolus par le prochain Congrès du Parti.

A l'unanimité moins trois voix, le Conseil National, après une discussion très serrée, a décidé, sur ma proposition, que ni les membres de la direction du Parti, sauf les députés sortants, ni les membres de la rédaction de l'*Humanité*, ni les fonctionnaires appointés du Parti, ne pourraient être candidats aux prochaines élections législatives.

Cette proposition, qui n'a aucune valeur de doctrine, répond à des nécessités transitoires impérieuses.

L'esprit de déviation électoraliste a disparu de la direction du Parti et de la masse de nos adhérents. Mais il est bien certain que, localement, dans certains cercles du Parti subsistent des politiciens prêts à toutes sortes de combinaisons. Le mal n'est ni très étendu, ni très profond, mais il est, et nous devons le combattre impitoyablement.

En mettant les camarades dirigeants du Parti hors de toute compétition électorale, le Conseil National a renforcé leur autorité et leur permettra d'intervenir d'une manière efficace et décisive contre toute déviation électoraliste locale.

Enfin, c'est l'argument des leaders anarchistes et syndicalistes purs que le Parti Communiste est comme l'ancien Parti Socialiste, une machine à fabriquer des députés et que cette machine fonctionne au bénéfice des dirigeants du Parti. C'est un fait aussi que, sur une notable partie des masses syndicalement organisées, cet argument porte et les trouble.

Si nous n'avons aucune raison de faire la moindre concession ni aux anarcho-syndicalistes du Parti et du Comité de Défense syndicaliste, ni aux prétendus syndicalistes purs des G. S. R., nous avons le devoir de vaincre les préventions, même non fondées, des masses d'ouvriers syndiqués qui, tant de fois, furent trompées et trahies.

Ces préventions, nous aurions pu les vaincre peu à peu, avec le temps, avec le développement normal de l'action de notre Parti.

Mais nous sommes pressés par les événements. Le Congrès de Bourges arrive et avec lui la menace de scission syndicale des anarcho-syndicalistes, aggravée par les manœuvres frossardistes. Les événements d'Allemagne se précipitent. La révolution gronde dans le Reich disloqué.

Il fallait, par un acte clair, vaincre d'un coup, tout de suite, les préventions d'une partie des masses contre l'arrivisme électoral attribué aux dirigeants du Parti.

Si nous avons fait une exception pour les députés sortants, c'est parce que tout le monde comprendra que nos futurs députés ouvriers et paysans ne peuvent être jetés sans guides au Palais-Bourbon. Nos camarades Cachin, Vaillant-Couturier et Renaud Jean, s'ils sont réélus, pourront utilement organiser le prochain groupe parlementaire, lier son action à celle de la direction du Parti et traduire la douleur et la rébellion prolétariennes par une action vigoureuse, menée au sein du Palais-Bourbon, sans aucun souci des vieilles traditions de courtoisie parlementaire.

C'est seulement quand notre Parti aura conquis la confiance de toute la classe ouvrière, lorsqu'il aura détruit en elle des préjugés que l'électoralisme de la 2e Internationale n'a que trop justifiés ; c'est seulement alors que notre Parti pourra

n'avoir d'autre règle que l'utilisation rationnelle de ses membres.

Le temps n'a pas permis au Conseil National de commencer l'élaboration du programme du Parti. Ce sera l'œuvre du prochain Congrès, et ce travail devra être préparé par la direction du Parti. Notre programme devra aboutir à un ensemble de propositions pratiques de lutte de classes et permettre ainsi de séparer nettement ceux qui servent sans restriction la cause prolétarienne de tous les alliés masqués de la bourgeoisie qui opèrent dans le camp ouvrier pour y jeter le désordre et la confusion.

Notre dernier Conseil National a du moins élaboré de façon précise son plan de lutte en faveur de la Révolution allemande en conformité absolue avec les décisions de la récente Conférence de Moscou.

Le Parti a été informé exactement sur la situation allemande et sur le degré de la préparation révolutionnaire des masses laborieuses d'outre-Rhin dirigées par notre parti-frère.

Tous nos adhérents savent l'importance de la partie qui va se jouer et qui décidera du sort des ouvriers du monde entier pour de longues années.

Réveiller les masses laborieuses de France encore somnolentes ; lier dans leur esprit, dans leur cœur, dans leur volonté leurs revendications immédiates au succès de la Révolution allemande, car ce sont choses liées indissolublement dans la réalité ; montrer la Révolution allemande comme une grande force de paix capable de concourir à la reconstruction de l'Europe dévastée par la guerre ; dissiper les calomnies qui représentent les communistes allemands alliés au fascisme pour une guerre de revanche ; préparer par tous les moyens, moralement, politiquement, matériellement, les travailleurs de notre pays à s'opposer à toute tentative d'agression de l'impérialisme français à la Révolution allemande, telle fut l'œuvre capitale de notre dernier Conseil National.

Mobiliser le Parti afin de préparer la mobilisation du prolétariat et des classes moyennes des villes et des champs ; préparer ainsi pratiquement, en ce qui nous concerne, la victoire révolutionnaire allemande, c'est-à-dire la victoire prolétarienne internationale sur le secteur allemand, telle est l'œuvre que nous avons commencée rue Grange-aux-Belles et que nous mènerons jusqu'au bout, quoi qu'il arrive et quelles que soient les difficultés et les périls.

Entre nos frères d'Allemagne et nous, c'est maintenant à la vie et à la mort. Et des centaines de serments intérieurs et muets s'unissaient dans une émotion collective où l'on aurait pu percevoir le battement unanime des cœurs.

Des décisions ont été prises. Et maintenant, ce que nous avons dit, il faut le faire !

Albert TREINT.

Résolution sur l'action syndicale votée par le Conseil National

A un mois de distance du Congrès de la C.G.T.U., convoqué pour faire trancher par les syndicats eux-mêmes la question des commissions syndicales, le Conseil National du Parti tient à indiquer une fois de plus quel est le rôle des communistes dans les syndicats et quelles sont les tâches des commissions syndicales.

Il s'étonne de l'importance considérable attachée à cette question par les adversaires du communisme et il espère que dans leur course les événements d'Allemagne ne dépasseront pas de trop la marche des préparatifs qui s'imposent à toutes les organisations ouvrières de ce pays. Le Congrès de Bourges saura penser aux grands problèmes qui se posent, tout comme aux petits.

Les Commissions syndicales

Le Parti Communiste renouvelle la déclaration qu'il fait siennes les décisions prises au 2e Congrès de l'I.S.R. et notamment celles qui reconnaissent l'autonomie du syndicalisme français, décisions strictement observées par l'I.S.R. Jamais il ne se substituera aux syndicats dans l'action. Jamais il ne s'immiscera dans la vie administrative des syndicats.

Le Parti Communiste a créé ses commissions syndicales. Il estime avoir le même droit que les sectes et les autres partis de former une tendance syndicale.

Les commissions syndicales sont nées longtemps après le pacte de fameuse mémoire et le Comité de Défense syndicaliste. Jamais pourtant les communistes syndiqués n'ont imposé la tenue d'un congrès pour réclamer la condamnation de ces groupements. Ils peuvent donc faire constater qu'ils ne font qu'user d'un droit pris déjà par d'autres. Ils mettent en parallèle leur tolérance et leur respect de la liberté d'autrui et l'intolérance de leurs adversaires, farouches ennemis de la dictature.

Cependant, lors même que des précédents n'auraient pas existé, le Parti Communiste aurait été amené à réunir ses membres syndiqués dans des commissions syndicales. Nul n'est obligé d'adhérer au Parti, mais quiconque y apporte son adhésion doit se conduire en tous lieux en communiste. Il ne peut être révolutionnaire au Parti et réformiste au syndicat. Communiste au Parti et anticommuniste dans quelque autre groupement que ce soit. Le Parti, sous peine de retourner aux errements du passé, a le droit de contrôler ses membres. Il a aussi le devoir de stimuler leur activité, d'exiger d'eux le maximum de travail.

Durant une période de son histoire, le mouvement syndical français a racheté la faiblesse de ses effectifs en s'efforçant d'être l'organisation des minorités agissantes. Cette période est close. Une autre a commencé. Des faits nombreux attestent que le mouvement syndical s'achemine vers le syndicalisme de masses. Une fédération de 70.000 membres, comme celle des cheminots unitaires, n'est plus une organisation de minorité agissante. Si elle n'est pas encore une organisation de masse, ayant atteint son complet développement, c'est vers cette forme qu'elle tend.

Or, cette direction nette prise par l'organisation syndicale risque de donner avant longtemps une lourde masse préoccupée surtout de petits intérêts corporatifs. La formation des tendances au sein de cette masse est un contrepoids indispensable. Les tendances feront l'office de courants électriques animant, entraînant ce grand corps. Au mi-

lieu des ouvriers qu'il faut de plus en plus attirer dans les syndicats, les ouvriers communistes doivent avoir l'ambition de constituer une tendance formée des minorités clairvoyantes et agissantes, c'est-à-dire de tous les travailleurs conscients des nécessités révolutionnaires et prêts à y vouer leur existence.

A l'intérieur du Parti, les commissions syndicales — exclusivement composées de syndiqués — ont une première tâche appréciable à remplir. Elles doivent rendre effective l'obligation syndicale pour tous les ouvriers adhérents au Parti. Elles doivent faire leur éducation syndicale. Ce n'est pas sur un ordre que les communistes doivent se rendre au syndicat et y militer activement, mais en en comprenant la grande valeur révolutionnaire. Dans les commissions syndicales, les ouvriers communistes pourront procéder à l'étude de la multitude de problèmes qui se posent dans le mouvement ouvrier. Un parti d'action réclame des hommes d'action. Les communistes se doivent de redonner au mouvement prolétarien une vigueur capable de tenir tête à la violence bourgeoise. C'est dans les commissions syndicales qu'ils pourront rechercher les formes pratiques à donner aux grands mots d'ordre d'intérêt révolutionnaire — ces mots d'ordre dangereux selon certains adversaires de tendance — lancés par le Parti, par l'Internationale Communiste, par l'I.S.R. : Allez aux masses ! réalisez le front unique dans les combats journaliers contre le capitalisme ; travaillez à l'unité syndicale ; donnez un corps solide à l'internationalisme prolétarien ; hâtez la préparation révolutionnaire du mouvement syndical, etc., etc.

Les commissions syndicales ont une deuxième tâche à remplir au sein des syndicats, tant de la C. G. T. U. que de la C. G. T. et des syndicats autonomes.

Dans la C. G. T., les ouvriers communistes qui sont demeurés dans des syndicats y appartenant ne peuvent garder plus longtemps le silence ; ils doivent organiser leur opposition à la politique anti-communiste et paix sociale de ses dirigeants.

Dans la C. G. T. U., les ouvriers communistes pourraient affirmer, avec plus de raison que le Comité de Défense syndicaliste, que le syndicalisme est en danger ; certaines tendances ne songent qu'à entraver le travail décidé par les congrès : le délit d'opinion — hier cause de scission — institué par la C. G. T. Lafayette, étant repris aujourd'hui par les dirigeants de la Fédération unitaire du Bâtiment contre les syndiqués communistes.

Ils ne le feront pas, ils s'en tiendront à travailler avec plus d'acharnement, à accélérer le recrutement syndical, à préconiser les solutions pratiques dégagées par eux, grâce à leur travail dans le sein des commissions syndicales.

Demain comme hier, respectueux de la loi de la majorité, sans crainte d'être minorité, ils s'inclineront devant les décisions des assemblées syndicales.

Il ne peut s'agir pour eux de conquérir par surprise des postes syndicaux, mais de les mériter en étant les syndiqués les plus actifs et les plus dévoués, en gagnant la masse des syndiqués à leurs solutions et à leurs conceptions communistes. L'idée qu'un militant communiste puisse violer un mandat syndical est un non-sens, car ce militant ne doit et ne peut accepter un mandat contraire à ses idées. L'ouvrier membre du Parti se doit à lui-même et doit au Parti d'être le meilleur des syndiqués. Mais il doit, de plus, ne pas oublier qu'il est communiste. C'est son rôle de travailler à la coordination de mouvements offensifs toujours plus amples, de rappeler inlassablement, au cours des luttes partielles, la nécessité des grandes luttes émancipatrices pour abattre le capitalisme et libérer la classe ouvrière.

Le Parti est attaqué dans les syndicats ; il sera d'autant plus attaqué que son influence grandira. Le meilleur moyen de le défendre, c'est de se refuser à ces querelles de diversion et de donner l'exemple du travail syndical tenace et ininterrompu.

Faisant cela, au sein du Parti, au sein des syndicats, les commissions syndicales démontreront par les faits que le Parti Communiste, loin de tuer les syndicats, consacre ses efforts à les renforcer, à accroître leurs effectifs, à augmenter leur valeur combative, parce qu'il sait que la révolution sociale exige un puissant mouvement syndical.

L'Unité syndicale

Jusqu'en 1921, la France était le seul pays qui ne possédait qu'une seule Confédération. L'unité syndicale a été brisée au lendemain de la guerre. On sait quels en furent les responsables. Les chefs syndicaux partisans de l'union sacrée durant la guerre ont assez souvent déclaré et manifesté dans les faits qu'ils ne se résigneraient jamais à être minorité et à quitter la direction de la C. G. T. Par leurs exclusions de syndicats, ils ont provoqué la scission dont ils portent la responsabilité.

Le rétablissement de l'unité est ardemment souhaité par les travailleurs. Dès la première heure et sans se lasser depuis, la C. G. T. U. a proposé la convocation d'un Congrès commun des syndicats des deux C. G. T. et des syndicats autonomes. Cette proposition s'est heurtée toujours à un refus catégorique de la C. G. T., qui essaie de masquer son esprit scissionniste sous une prétendue reconstitution de l'unité à la base, mais dans les seuls syndicats confédérés, poursuivant ainsi la dislocation de la C. G. T. U., réclamant, sans souci de l'intérêt ouvrier, une abdication déshonorante qu'elle sait impossible. La proposition si logique de la C. G. T. U. s'est heurtée encore à un autre courant qui, par l'unité fragmentaire, aboutirait à une désagrégation de l'organisation, à la rupture des liens avec les organisations centrales et au localisme ou au régionalisme syndical, alors que la concentration des efforts des syndicats s'impose plus fortement que jamais, en face d'un patronat étroitement uni nationalement.

Divers moyens pratiques paraissent susceptibles d'activer la réalisation de l'unité syndicale et de créer une atmosphère qui lui soit propice : d'une part, la propagande en faveur du Congrès commun d'unité ; la C. G. T. U. y est acquise ; reste à y gagner les syndiqués de la C.G. T. à défaut de leurs chefs. Les communistes restés dans les syndicats de la C. G. T. doivent constituer leurs commissions syndicales et prendre l'initiative de cette propagande. D'autre part, en formant des comités mixtes dans les Unions départementales chargées d'aplanir les difficultés locales à la réalisation de l'unité et de faire pression sur les Confédérations pour la tenue du Congrès commun. En outre, en poursuivant la formation des comités d'usines où syndiqués des deux C. G. T. et non syndiqués se dresseront ensemble contre le patronat et jetteront les bases d'une unité ouvrière plus complète.

Enfin, en généralisant la pratique du front unique. Loin d'être la consécration de la scission, le front unique est le seul moyen de remédier immédiatement au danger de la scission et de préparer, par des rapprochements dans l'action, le rétablis-

sement de l'unité syndicale organique. On peut dire que le front unique est la pierre de touche des véritables partisans de l'unité et que ceux qui sont contre lui sont à plus forte raison adversaires de l'unité.

Toujours, l'Internationale Communiste s'est élevée contre la sortie des ouvriers révolutionnaires des vieux syndicats et contre la scission syndicale. La scission syndicale n'a été l'œuvre ni directe, ni indirecte des communistes ; elle a été l'œuvre volontaire des chefs syndicaux qui ont associé le syndicalisme au jusqu'auboutisme des gouvernements bourgeois et sont montés dans le bateau de la paix sociale frété par les politiciens de gauche.

Le problème de l'Internationale

Voilà une année que la C. G. T. U. a donné son adhésion à l'I. S. R., après avoir obtenu du 2e Congrès les satisfactions d'autonomie qu'elle réclamait. La question ne saurait donc plus se poser. L'adhésion est acquise sans réserves et sans conditions, elle doit être confirmée. Les diverses fédérations commencent à nouer des relations avec les comités internationaux de propagande. Long à mettre en train, ce travail est enfin commencé.

C'est ce moment que choisit une tendance pour demander à Bourges le retrait de toute Internationale jusqu'à la tenue d'un hypothétique Congrès d'unité internationale. Elle allègue que cette mesure faciliterait la réalisation de l'unité syndicale nationale et n'est pas loin de penser que la scission fut l'œuvre des deux Internationales. Amsterdam a poussé la C. G. T. à faire la scission, c'est certain. Alors que Moscou recommandait à ses partisans de tout supporter pour maintenir l'unité. Mais sans Amsterdam, la scission aurait été consommée par ses représentants français, résolus à tout plutôt que de devenir minorité.

Le retrait de toute Internationale, c'est-à-dire le retrait de l'I. S. R., préconisé par les représentants de la pseudo-Internationale de Berlin, serait la plus certaine et la plus grave des fautes. Elle entraînerait la perte de tout le travail international déjà commencé. Elle ouvrirait une période d'inaction internationale d'une ou plusieurs années. Elle retarderait, au lieu de l'avancer, le rétablissement de l'unité syndicale internationale.

Surtout au moment où le besoin de rapports internationaux étroits se fait le plus sentir, où le prolétariat international a besoin de rassembler ses forces pour soutenir la révolution allemande imminente, le retrait de l'I. S. R. équivaudrait à l'isolement du mouvement syndical révolutionnaire, à la trahison de son devoir de solidarité. Cet égoïsme préparerait un lendemain terrible, car il ne fait pas de doute que l'échec de la révolution allemande plongerait le prolétariat de tous les pays dans la plus sombre des réactions.

L'unité syndicale internationale ne serait plus en question ; la terreur blanche règnerait sur l'Europe. Tandis que la voie suivie par l'I. S. R., en limitant la scission internationale par la formation de simples comités internationaux de propagande au lieu de fédérations internationales d'industrie, en contribuant à établir le front unique des transports, permet d'escompter de fructueux rapprochements pour l'action. La constitution d'une gauche dans Amsterdam, qui dénonce la duperie de la Société des Nations, permet d'entrevoir le jour où Asmterdam se dégagera de la Société des Nations et du Bureau International, rompra tous liens avec les Etats bourgeois. Alors, le prolétariat international retrouvera son unité syndicale internationale.

Révolution économique et Révolution sociale

Beaucoup de ceux qui se réclament à grand bruit de la charte d'Amiens paraissent ignorer sa signification profonde. Ils oublient qu'elle marqua la liquidation de la première période du millerandisme, qui consistait à lier les syndicats au gouvernement, à les engager dans la voie de la paix sociale par le Conseil supérieur du Travail et par l'arbitrage obligatoire. La charte d'Amiens fut essentiellement une mesure de défense prolétarienne contre l'infiltration des idées bourgeoises et gouvernementales. Hélas ! elle n'a pas empêché en 1914 cette infiltration et la mainmise des gouvernants sur l'organisation syndicale.

Aujourd'hui, une deuxième période de millerandisme est ouverte, en raison de la capitulation des dirigeants de la C. G. T. Ceux-ci ont outrageusement violé, dans son esprit et dans sa lettre la charte d'Amiens et n'ont aucun droit à s'en réclamer.

Pour d'autres, la charte d'Amiens opposerait la révolution économique à la révolution sociale. La révolution sociale est à la fois économique et politique. Le capitalisme se défend par tous les moyens de l'Etat bourgeois ; pour les détruire, l'institution de la dictature du prolétariat est une implacable nécessité. Il n'est pas de luttes corporatives où l'Etat ne se porte au secours du capitalisme. A plus forte raison quand les bases mêmes du régime bourgeois seront menacées. Le rêve caressé un temps par le syndicalisme que le développement croissant de l'organisation syndicale absorbant progressivement les fonctions utiles de l'Etat ferait craquer un jour les cadres de l'économie bourgeoise, s'est brisé devant les réalités de la guerre impérialiste de 1914-1918, révélant la puissance démoniaque des Etats et devant l'expérience de la première révolution sociale, de la révolution russe. La classe ouvrière mondiale sait désormais qu'elle n'aura ni le choix de l'heure ni le choix des moyens révolutionnaires. Elle doit se préparer avec passion, mais l'heure sonnera avant que ses préparatifs soient achevés et la révolution sociale, appelée à bouleverser les fondements économiques de la société sera forcément dans sa première phase une formidable lutte politique. Les syndicats parisiens auraient-ils pu rester spectateurs passifs devant la Commune de 1871 ? La Commune, pourtant, n'était pas une révolution strictement économique.

De même, aujourd'hui, les ouvriers syndiqués français ne sont-ils pas tout naturellement solidaires de leurs frères d'Allemagne s'apprêtant à faire leur deuxième révolution ? Le sort de la révolution sociale allemande, économique et politique, est entre leurs mains. Selon qu'ils seront capables d'empêcher la bourgeoisie française de se porter au scours de la bourgeoisie allemande, la révolution allemande connaîtra de plus ou moins grandes difficultés, sera victorieuse ou vaincue.

Toute conception capable de paralyser la solidarité des ouvriers français aboutirait à une trahison de la révolution allemande, seconde grande étape de la révolution mondiale.

Nous sommes convaincus que le Congrès de Bourges écartera cette conception ; qu'il affirmera le caractère révolutionnaire du syndicalisme en décidant les mesures capables de mettre en état d'alerte les ouvriers français et de leur prmettre de remplir leur devoir vis-à-vis de leurs frères d'Allemagne.

NOTES D'ALLEMAGNE

« Dictature constitutionnelle. »

Ce n'est plus de jour en jour que la situation se tend. Chaque heure nous apporte quelque nouvelle grave.

Le Reichstag s'est réuni samedi (13 octobre) et a voté la loi de pleins pouvoirs exigée par M. Stresemann. On sait que dans une première séance, deux jours auparavant, au cours de laquelle le lamentable spectacle de l'impuissance de la Grande Coalition s'était étalé, le cabinet avait été mis en échec, principalement à cause de l'abstention de la minorité radicale. Je ne sais pas exactement si elle a voté et comment. Peu importe. Mais elle est restée dans la salle pour parfaire le quorum. Ainsi a été évitée la dissolution du Reichstag. Nous voici pourvus d'une « dictature constitutionnelle » et d'un « homme fort ». L'homme fort, c'est M. Stresemann — puisque les députés bavarois et l'opposition socialdémocrate sont restés dans l'hémicycle...

A la vérité, cette comédie, un peu tragique tout de même, ne donne le change à personne. La Grande Coalition n'a plus aucune autorité. Les éléments bourgeois les plus influents qui en font partie veulent une dictature de droite, se soucient peu de parlement, et moins des ministres socialdémocrates. La dictature, ils l'exercent en la précisant, en l'affermissant de mieux en mieux chaque jour. M. Stinnes et Vœgler dictent au gouvernement sa politique intérieure. M. von Kahr fait la sienne propre et se moque du chancelier berlinois. Quant aux socialdémocrates, ils se divisent en deux catégories : ceux qui se sentent roulés, battus par la réaction, mais incapables de la moindre velléité d'action, se cramponnant à un rêve périmé d'opposition loyale et de sauvetage d'apparences républicaines — et ceux qui, voyant venir la guerre civile, se tournent vers les communistes.

Retenons la nullité parlementaire et autre des partis de la moyenne et de la petite-bourgeoisie (démocrate, centre catholique) pourvus cependant d'une forte représentation parlementaire. La bourgeoisie petite et moyenne, ruinée ou en passe de l'être, n'a plus ni prestige ni influence réelle. L'heure est aux ploutocrates, au Syndicat des Mines, à Stinnes, et aux aventuriers militaires qui leur promettent une garde prétorienne : Hitler, Ehrhardt, Rossbach.

Veille de bataille en Saxe rouge.

La Saxe a depuis quelques jours trois ministres communistes, Brandler, Bœttcher, Heckert. La Thuringe aura les siens ces jours-ci. Rien n'est plus anormal, plus saugrenu que cet événement. Dans un pays en état de siège, où déferlent d'une frontière à l'autre des vagues d'émeutes, où la presse communiste est supprimée, où des centaines de communistes sont en prison depuis des années, voici que des révolutionnaires entrent paisiblement dans des ministères pour — ils le disent bien haut ! — *rien que* pour y organiser la résistance du prolétariat à la contre-révolution, c'est-à-dire la guerre civile.

Et quels révolutionnaires ! Leurs seuls noms parlent : Brandler est le leader le plus écouté du P.C. allemand. Cet ancien maçon trapu et large d'épaules, d'une quarantaine d'années, considéré comme l'un des organisateurs de l'action de mars 1921, s'est évadé l'année suivante d'une forteresse, et réfugié en Russie jusqu'au moment où une amnistie lui a permis de rentrer. Fritz Heckert, également maçon, plus jeune de cinq ans, a également passé par les prisons de la République ; c'est même un ministre saxon qui l'a fait enfermer autrefois. Heckert, milite depuis sa seizième année, a toujours été un adversaire résolu du socialpatriotisme, a participé à la fondation du P.C. allemand, appartient à son Comité Central. Bœttcher est typo. Socialdémocrate indépendant, il a rejoint le P.C. au Congrès de Halle. En 1920 le général Merker, complice de Kapp, le faisait enfermer à la forteresse de Kœnigstadt. Les ouvriers le libéraient. Un ami du général Merker exerce le pouvoir dictatorial à Dresde — et Bœttcher est ministre des Finances !

Le général Muller saisit parfaitement l'énormité de cette situation. A la constitution du gouvernement ouvrier, il vient de répondre par une très nette déclaration de guerre : Ses ordonnances du 13 *dissolvent les centuries ouvrières* — légalement constituées avec l'appui du cabinet Zeigner — *prescrivent la livraison dans les trois jours de toutes les armes possédées par des particuliers, interdisent la constitution de Comités d'Action*, prévoient la prison et l'amende pour les contrevenants.

Ces deux oukases, qui commencent tous les deux par ces mots : « *Je défends...* » sont précédés d'un commentaire explicatif. Le patronat, y est-il dit, se plaint, en divers lieux de la Saxe, d'être molesté par une « minorité ouvrière violente ». De vieux ouvriers se plaignent des jeunes... Il faut en finir avec cette « terreur ». « Je défends »... Le *Vorwaerts* lui-même s'en indigne. Citons-le : « Les centuries prolétariennes sont dissoutes en Saxe. En Bavière, la réaction reste armée. Dans ces conditions *l'état de siège est intolérable* ». (Souligné dans l'original). Vous vous en apercevez, citoyens ?

Des camarades appartenant aux cadres des centuries prolétariennes ont déjà été arrêtés.

Le Congrès des Comités d'Usines de Saxe et de Thuringe, qui devait se réunir le 18 octobre, est interdit.

D'autres mesures d'une extrême gravité, dont le *Vorwaerts* n'a garde d'entretenir ses lecteurs, complètent celles-ci.

Le général Muller qui tente ainsi de désarmer le prolétariat arme la réaction. A Dresde, à Leipzig, ailleurs, les effectifs de la Reichswehr sont grossis par l'enrôlement de volontaires désireux de contribuer au rétablissement de l'ordre. Des compagnies mixtes sont formées auxquelles la *Reichswehr* fournit les cadres, l'armement, l'équipement, jusqu'à l'uniforme. Le député communiste Sievert a révélé que 2.500 fascistes du *Casque d'Acier* ont été armés à Dresde et dans l'Erzgebirge. Le général Muller en a convenu. Ses troupes ont besoin de renforts ! A la faveur de l'état de siège, une armée contre-révolutionnaire se forme en Allemagne rouge.

Dès avant la constitution du gouvernement ou-

vrier, le cabinet socialdémocrate (de gauche) saxon avait annoncé des mesures contre les industriels, saboteurs de la production. Ceux-ci, en effet, ont interrompu le travail de quantité d'entreprises pour intensifier le chômage et aggraver la condition des ouvriers. On les contraindra — Heckert, Brandler et Bœttcher aidant — à rouvrir leurs ateliers ; on leur défendra de les fermer. Ils s'en trouvent fort « molestés ». Cette guerre latente ne peut pas se prolonger longtemps. Ou le gouvernement du Reich, soutenant le général Muller, destituera les ministères ouvriers de Dresde et la classe ouvrière n'aura plus d'autre recours que la grève générale alors forcément insurrectionnelle ; ou la grève générale obligera le général Muller au respect de l'organisation prolétarienne. Des actions décisives, dont le signal de la révolution allemande peut très bien jaillir, paraissent imminentes en Saxe rouge.

Pourquoi la Socialdémocratie évolue.

Il faut pour concevoir l'effet des ordonnances du général Muller tâcher de se représenter les sentiments du vieil ouvrier socialdémocrate auquel son journal apporte le bouquet de nouvelles que voici :

A Bade, le général commandant la région dissout les centuries ouvrières. L'*Arbeiterzeitung* communiste est saisie (11 octobre).

Le général Lassberg interdit la *Gazette Ouvrière de la Basse Saxe* (11 octobre).

La *Gazette Populaire de Dresde*, reparue après huit jours de suspension, est de nouveau suspendue pour quatorze jours.

Le *Volksblatt*, socialdémocrate de Gœttingen, est suspendu.

A Berlin, le général von Horn défend la formation des Commissions ouvrières de contrôle des prix et de toutes les organisations analogues. Prévoyant des attentats contre les biens des agriculteurs, il proclame sa volonté de les châtier avec sévérité. La troupe est autorisée à tirer sur quiconque désobéit à ses sommations.

A Stettin, le général von Tschiwitz, gouverneur militaire du Mecklenbourg-Strelitz, fait mieux encore. Considérant les entreprises agricoles comme d'éminente utilité publique, il y interdit les grèves sous peine de prison. Mieux, vous dis-je ! Tout journalier valide est tenu de ne pas manquer au travail. *En cas de maladie, un certificat médical doit être produit dans les deux heures.*

La *Rote Fahne* de Berlin est suspendue. On recherche les éditeurs du quotidien illégal du P.C. qui paraît avec régularité.

Par contre :

La *Deutsche Zeitung* (nationaliste) de Berlin, suspendue le même jour que la *Rote Fahne*, vient de recevoir l'autorisation de reparaître ; on vend dans les artères les plus fréquentées de la capitale le *Drapeau Blanc* de Hitler, publié à Nuremberg. On y vend partout la feuille d'agitation fasciste *Frédericus* qui n'a jamais été inquiétée...

M. von Kahr vient de déclarer le major Ehrhardt, l'évadé de Leipzig, l'inculpé de la Haute-Cour, exempt de toutes poursuites sur le territoire bavarois. La Haute-Cour n'a pas bronché. Le général von Lossow, chargé de faire respecter à Munich les lois du Reich — le général von Lossow... va, dit-on, démissionner.

Est-ce pour entériner la décision du dictateur bavarois ? Est-ce parce que la réaction a manifestement besoin qu'on lui rende tous ses égorgeurs expérimentés ? La Haute-Cour de Leipzig vient de faire libérer l'ober-lieutenant Rossbach, l'organisateur des noyaux fascistes de la Reichswehr, emprisonné depuis quelques mois sous l'inculpation de complot contre la République.

Vendredi et samedi, des troubles de la faim se sont produits à Hambourg, Leipzig, Essen, Dusseldorf, Hanovre, Francfort-sur-le-Mein, Gelsenkirchen, Wiesbaden. Quelques boutiques ont été pillées. Le sang des pauvres a coulé sur le seuil des épiceries... Le dollar est à 5 milliards.

Ce que pense l'ouvrier socialdémocrate informé de ces choses, on vient de s'en rendre compte à Dresde où d'innombrables délégations ouvrières, dans lesquelles les socialdémocrates étaient nombreux, sont venues de tous les points du pays saluer le premier gouvernement ouvrier et lui demander appui et conseil pour l'organisation de la résistance.

Intenable.

Le *Vorwaerts*, enfin, vient de sortir de sa torpeur. Il porte ce soir, en manchette cette fois, la petite phrase que nous y lisions hier pour la première fois : « *L'état de siège intenable* ». Et il révèle à ses lecteurs que le général von Horn a interdit à Berlin un manifeste d'une société antialcoolique socialdémocrate qui se terminait par ces mots : « Antialcooliques, organisez-vous ! »

Intenable, oui. Mais qui l'a voulu, qui l'a institué, citoyens ?

R. ALBERT.

UNE BROCHURE SENSATIONNELLE

Petite Bibliothèque de l'Internationale Syndicale Rouge. — N° 6

EDO FIMMEN

Secrétaire de la Fédération Syndicale Internationale
Secrétaire de la Fédération Internationale des Transports

VERS LE FRONT UNIQUE INTERNATIONAL

Article « Janvier terrible » (1er février) — Discours en Allemagne (8 février) — Discours en Tchéco-Slovaquie (15 mai) Article « Ce qui seul est nécessaire » (15 juin)

Introduction de Pierre MONATTE

Une forte brochure : 0 fr. 50. Le cent : 40 francs.

Adresser dès maintenant les commandes à la « Librairie du Travail », 96, quai Jemmapes, Paris (Xe), ou à la Librairie de l'Humanité, 120, rue Lafayette, Paris, ou à la « Lutte de Classes », 144, rue Pelleport, Paris (XXe).

La Défense du Prolétariat allemand

Le dessein de la bourgeoise allemande d'établir une dictature fasciste s'est heurté au dernier moment à de nombreuses objections dans les partis petits-bourgeois. Les nationalistes allemands, les agrariens, les gros industriels du Parti Populaire (Stinnes) sont les promoteurs d'une dictature ouverte. Les politiques du Parti Populaire et les représentants de la bourgeoisie moyenne et petite reculent encore devant la guerre civile. Ils veulent, comme les démocrates, tenter une fois encore de réaliser, avec les socialdémocrates, ce qu'il faudrait faire sans eux, brutalement, avec les nationalistes allemands.

Et la socialdémocratie officielle a, en effet, souscrit à la « chose inouïe », suscitant un vaste mouvement d'indignation dans ses propres organisations. Dans leur horreur de la guerre civile, cinquante-quatre députés socialdémocrates du Reichstag ont voulu se soumettre tout simplement aux exigences dictatoriales de Stinnes, sont allés jusqu'à l'abandon formel de la journée de huit heures. Les socialdémocrates ont voté la loi de pleins pouvoirs qui donne carte blanche au gouvernement Stresemann dans toutes les questions politiques et économiques. La journée de huit heures tombera sans leur assentiment exprès, mais avec leur assentiment tacite. L'abrogation de la journée de huit heures par application de la loi de pleins pouvoirs nécessitait, comme toute modification de la constitution, une majorité de deux tiers au Reichstag, que le Parti Socialdémocrate Unifié pouvait empêcher de se réunir rien qu'en s'abstenant de siéger.

Le nouveau cabinet Stresemann peut-il maintenant gouverner grâce à la loi de pleins pouvoirs ? Non. La situation extérieure de l'Allemagne est si déplorable, à l'intérieur la misère des masses est si grande, les finances sont dans un état si désastreux qu'une amélioration durable, un assainissement dans les limites de l'Etat bourgeois ne nous apparaissent plus possibles.

Les membres communistes du gouvernement saxon reçoivent du Parti la mission d'organiser et de diriger une énergique défensive prolétarienne sur la base la plus large, de concert avec les membres socialdémocrates du gouvernement.

Les membres communistes de ce gouvernement restent sous le contrôle et la direction constantes du Parti. Leur entrée au ministère saxon n'est pas le résultat d'un marchandage parlementaire. Elle traduit la volonté unanime des masses laborieuses de l'Etat bourgeois. Les mesures les plus radicales — du point de vue capitaliste — une politique fiscale copiée sur le modèle anglais, des mesures de rigueur, copiées sur celles de l'état de guerre, ne peuvent plus rien sauver. Comme à l'époque de la révolution française, les plus grandes réformes ne feront qu'accroître la confusion déjà si grande. La dictature de Stresemann est condamnée à un rapide échec.

La bourgeoisie même le hâtera. Les nationalistes et le groupe Stinnes du Parti Populaire continuent leur campagne contre Stresemann. La dictature constitutionnelle de Stresemann fera bientôt place à une brutale dictature Stinnes-Helfferich. Cette transformation s'opérera peut-être « insensiblement » par les empiétements des commandants de régions militaires sur toutes les autorités existantes. Il est cependant plus probable que les associations nationalistes de combat et la Bavière fasciste renverseront assez soudainement le cabinet Stresemann.

Le fascisme est en Allemagne la dernière réserve de la bourgeoisie contre la classe ouvrière. Ses organisations sont bien armées et placées sous une bonne direction militaire. Mais la moindre défaite peut leur être mortelle ; l'hésitation de leurs chefs politiques les ébranle déjà. Or, une défaite des fascistes serait sans remède ; vaincus, ils disparaissent.

Il en est tout autrement pour la classe ouvrière allemande. Elle est morcelée et paralysée par la politique de coalition du Parti Socialdémocrate et par la politique de collaboration de classes de la bureaucratie syndicale. Désarmé, plusieurs fois vaincu depuis novembre 1918, le prolétariat allemand hésite. Les ouvriers allemands sont devenus méfiants envers les dirigeants de toutes leurs organisations. On les a si souvent nourris de promesses et d'illusions que leur confiance envers la droite a disparu. Leur confiance en eux-mêmes a pâti. Mais aujourd'hui, il faut ou qu'ils cèdent sans combattre, comme la socialdémocratie le leur recommande, ou qu'ils accomplissent pour secouer leurs chaînes, si alourdies, un suprême effort difficile et coûteux.

Le nouvel état d'esprit des masses de la socialdémocratie prouve que la conscience de ces réalités grandit rapidement dans le prolétariat. Les chefs mêmes de la socialdémocratie doivent en tenir compte. Les ouvriers socialdémocrates sont, dans leur écrasante majorité, des adversaires résolus de la politique de coalition. Le moindre succès prolétarien consolide le front prolétarien uni et sape la politique de coalition socialdémocrate avec les bourgeois.

C'est dans ce sens que l'on conçoit l'immense importance de la formation d'un gouvernement ouvrier en Allemagne centrale. L'entrée des communistes dans les gouvernements de la Saxe et de la Thuringe a été approuvée des ouvriers dans le Reich entier. Chaque geste des gouvernements ouvriers dans leur lutte contre la bourgeoisie aura pour effet d'augmenter l'aspiration des masses au gouvernement ouvrier et paysan dans tous les Etats allemands — et dans le Reich.

Le Parti Communiste a assumé de grandes responsabilités en faisant de l'Allemagne centrale le pivot des luttes révolutionnaires prochaines. Le prolétariat allemand ne peut plus supporter de déception. Mais nous sommes convaincus que la Saxe et la Thuringe rouges ranimeront, fortifieront, développeront ses énergies révolutionnaires. Notre Parti montrera ce dont un gouvernement ouvrier est capable. L'exemple sera plus efficace que toute justification théorique !

Ernest MEYER.

La signification des événements de Bulgarie

L'insurrection de septembre des ouvriers et des paysans bulgares a été vaincue. De cruelles représailles ont commencé. Déjà elles ont coûté, à la classe ouvrière et à la paysannerie bulgares, des milliers de vies de combattants. Et elles continuent. On ne peut comprendre la signification de ces événements qu'en les rattachant à ceux de juin dernier.

Le coup de force réactionnaire du 9 juin 1923 trouva les choses dans la situation suivante. Les milieux dirigeants de la paysannerie, très circonscrits, groupés autour du gouvernement Stamboulisky, soutenaient une guerre acharnée contre le prolétariat des villes conduit par le Parti Communiste. Le Comité Central du P. C. bulgare, assez influencé par la haine que Stamboulisky avait semée en poursuivant les communistes, ne comprit pas la nécessité d'agir de concert avec les paysans contre la réaction et ne sut pas effectuer rapidement le regroupement de forces qui s'imposait. Stamboulisky lui-même était, ainsi que ses amis les plus proches, complètement aveuglé. Quelques jours avant le coup de force, des officiers qui lui restaient fidèles l'avaient averti du danger. Stamboulisky avait écouté leur avertissement avec insouciance, puis leur avait répondu, sur un ton de satisfaction, que sa majorité parlementaire — 242 députés — lui permettait de ne pas craindre un pronunciamiento. Les masses paysannes qui avaient longtemps suivi Stamboulisky, se souvenant des services rendus par lui à leur cause, étaient le 9 juin à un carrefour : elles commençaient à perdre confiance dans les dirigeants de leur parti groupés autour de Stamboulisky ; elles n'avaient pas encore une confiance suffisante dans le Parti Communiste, lequel, de son côté, n'avait pas su acquérir la confiance des ruraux.

La débilité politique des masses paysannes, l'impossibilité dans laquelle elles se trouvent de jouer un rôle politique autonome, la démoralisation et l'impuissance de leurs dirigeants, ingénument convaincus de la stabilité de la « démocratie », constituent une des causes de la victoire du coup de force du 9 juin. La difficulté du passage à l'action, pour un Parti Communiste formé en des années de propagande pacifique, le doctrinarisme de ses leaders qui ne comprirent pas à temps la nécessité d'une prompte alliance avec les paysans contre le fascisme, furent une autre cause de la victoire de M. Zankov.

Les masses étaient contre Zankov. Mais leur débilité, leur impuissance politique, la fâcheuse tactique des chefs communistes permirent à un petit nombre de bataillons de choc de la bourgeoisie de s'emparer du pouvoir. Quelques mois à peine se sont écoulés depuis le 9 juin et l'état d'esprit des paysans s'est radicalement transformé. La paysannerie bulgare n'est plus au carrefour. Elle a donné ses sympathies presque exclusives au Parti Communiste. Toute la campagne bulgare, à l'exception d'une minorité de riches agriculteurs, voue au gouvernement Zankov, qui ôte la terre aux paysans, une haine vraiment sans bornes. Une profonde hostilité à l'égard du régime réactionnaire a gagné toute les campagnes bulgares. Il n'est pas de paysan qui n'attende, les dents serrées, le moment de renverser le régime exécré. Bref, la paysannerie bulgare commence à se situer politiquement, comprenant que louvoyer entre la bourgeoisie et le prolétariat, comme s'y est essayé Stamboulisky, ne peut la mener qu'à sa perte et que, seule, l'alliance avec la classe ouvrière des villes lui permettra de secouer le joug du régime Zankov. « Jamais encore, disent les communistes bulgares, notre Parti n'a joui de la sympathie aussi générale des paysans. »

Les paysans disent aux communistes : « Nous ne croyons qu'en vous. Nous savons que, seuls, vous pouvez nous conduire au combat ».

Aux premières nouvelles de l'insurrection, il a pu paraître que les communistes bulgares, qui avaient trop tardé pour agir en juin, s'étaient trop pressés d'agir en septembre. Nous savons maintenant quel dilemme se posait en septembre : être écrasés sans combat ou risquer une sérieuse défaite, mais ne pas refuser le combat au moment où le gouvernement fasciste décidait de détruire le Parti Communiste. Notre Parti frère bulgare opta pour la seconde alternative, et, autant que nous pouvons en juger, il eut raison. Il n'a pas remporté la victoire, il a subi de lourdes pertes, mais il ne s'est pas rendu sans combat. Il a montré aux ouvriers et aux paysans qu'il était prêt à se placer à la tête de toutes les forces révolutionnaires du pays pour le libérer de la bourgeoisie. Toutes les informations que nous recevons de Bulgarie nous apprennent que, malgré sa grave défaite, le prestige révolutionnaire du Parti Communiste bulgare a grandi, surtout dans les campagnes. Sa défaite de septembre est justement de celles qui renferment le germe d'une future victoire.

Les paysans presque unanimes sont prêts à le suivre. Ils font le blocus de la capitale, ils refusent de la ravitailler. La jeunesse paysanne voudrait se battre. Mais elle n'a pas d'armes. Elle a dû marcher les mains à peu près vides sur un ennemi armé jusqu'aux dents. Stamboulisky avait eu la naïveté de laisser les paysans désarmés. C'est pourquoi le rôle de petits groupes de choc

a cette fois encore été décisif. Les soldats de Wrangel ont fourni à la réaction sa gendarmerie et son service d'espionnage ; de petits contingents de Macédoniens blancs ont joué un rôle énorme.

Mais des troubles ont commencé dans l'armée régulière de Zankov, qui est composée, dans une large mesure, de paysans. Il ne pouvait pas en être autrement. Mille liens attachent les soldats à la campagne où domine la haine du régime Zankov.

Ses erreurs de doctrine corrigées, le Parti Communiste bulgare s'est ouvert la voie d'une victoire prochaine. Dans un pays tel que la Bulgarie, aucun régime ne peut tenir longtemps contre les paysans, dont l'état d'esprit est de plus en plus révolutionnaire et qui se sentent de plus en plus portés à l'union avec les ouvriers et leur Parti Communiste. Nous sommes au début d'une guerre de partisans, appelée à s'étendre et se terminer par la victoire des ouvriers et des travailleurs ruraux. Le Parti Communiste bulgare a donné, aux insurgés des villes où l'affaire a mal tourné, le mot d'ordre qui s'imposait : retraite dans les campagnes et les montagnes, guerre de guerillas. Aucun Zankov n'aura assez de forces pour faire occuper par des troupes contre-révolutionnaires toutes les campagnes bulgares. Les tentatives faites dans ce sens amèneront proprement l'armée à passer du côté du peuple révolutionnaire.

Dans ces événements, la socialdémocratie contre-révolutionnaire a joué un rôle abominable, qui l'autorise à partager désormais les lauriers de Noske, au point que même les socialistes-révolutionnaires russes ont commencé à l'étranger une campagne contre les mencheviks bulgares qui se sont faits les bourreaux des paysans de leur pays. Mais la 2e Internationale fait le silence sur l'infamie de l'une de ses sections actuelles. Ceux des cheminots et des employés des P. T. T. bulgares qui, jusqu'à l'insurrection de septembre, suivaient encore le Parti Socialiste, ont commencé à voir clair...

Les événements qui se sont produits en Bulgarie en juin-septembre 1923 ont une profonde signification, non seulement pour ce pays, mais encore pour l'appréciation par le prolétariat révolutionnaire du rôle de la classe paysanne. *Avec* la classe ouvrière dirigée par le Parti Communiste, les paysans sont *tout*. *Sans* la classe ouvrière, quand ils essaient de se situer entre la bourgeoisie et le prolétariat, ils ne sont *rien*. Et leur louvoiement a pour conséquence la dictature pure et simple de la réaction et des grands propriétaires. Puisse l'expérience bulgare être profitable aux paysans de tous les pays ! Cette expérience doit permettre aux communistes de dessiller les yeux aux paysans que la démagogie des partis bourgeois et petits-bourgeois s'efforce encore de berner.

Aux avances sans scrupule faites par ses ennemis de classe à la paysannerie, les communistes doivent opposer l'intense propagande du mot d'ordre du *gouvernement ouvrier et paysan* et la démonstration sans cesse renouvelée du fait que les travailleurs des campagnes ne peuvent défendre leurs intérêts véritables qu'unis aux travailleurs des villes. Tel est l'enseignement des événements de Bulgarie.

Cet enseignement est payé d'un prix élevé. Puisse-t-il servir à tous les Partis Communistes du monde !

G. ZINOVIEV.

A NOS LECTEURS

Au moment où la révolution et la contre-révolution s'apprêtent, en Allemagne, à régler leur compte, par la force des armes, nous croyons devoir recommander instamment aux camarades soucieux d'une information exacte la lecture de deux brochures de notre Petite Bibliothèque Communiste :

CLARA ZETKIN. — *Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne* 0 75

PAUL FROELICH. — *La Terreur blanche en Allemagne* ..... 1 »

On peut y joindre le discours prononcé par Rosa Luxembourg au Congrès régional de ce Parti Communiste allemand (ancienne Ligue Spartakiste) qui est appelé à jouer dans les événements de demain un rôle prépondérant :

ROSA LUXEMBOURG. — *Le Programme communiste* (suivi de : *Que veut l'Union Spartakus ?*) 0 75

*Adresser les commandes à la Librairie de l'*Humanité, 120, *rue Lafayette, Paris* (10e).

Bulletin Communiste

Organe du Parti Communiste (S. F. I. C.)

Le numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 »	8 »
6 mois	13 »	14 »
12 mois	26 »	28 »

Nos camarades sont priés d'adresser :

1° *Toute la correspondance ayant trait à l'administration (abonnements, commandes, réclamations, etc.), à l'administration de l'*Humanité, 142, *rue Montmartre ;*

2° *Tout ce qui concerne la rédaction du* Bulletin Communiste *au camarade* René Reynaud, *même adresse.*

G. ZINOVIEV

N. LENINE

Une brochure : 0 fr. 75

En vente à la Librairie de l'*Humanité*.

Socialdémocratie et Fascisme

Les attaques continuelles des socialdémocrates de tous les pays contre le Parti Communiste allemand ne nous étonnent pas. Elles prouvent tout simplement que ce parti est dans la bonne voie, que son influence croît de jour en jour et que la bourgeoisie se rend compte du danger qui la menace. Le fait que les serviteurs de la bourgeoisie internationale ne se gênent pas pour prétendre que les communistes allemands sont les alliés des organisations fascistes ne nous étonne pas non plus. Ils ne se sont pas gênés pour prétendre, même après la révolution d'octobre, que Lénine et Trotsky, les meilleurs stratèges et les plus courageux militants, étaient des espions allemands et que tout le parti bolchevik était acheté par Ludendorf et Hindenburg. Nous sommes désormais habitués à ces calomnies et nous sommes convaincus que ces mensonges auront le même sort que les précédents. Ils n'obtiennent que la haine et le mépris de la classe ouvrière. Une seule réponse convient à leurs calomnies : il suffit de donner quelques exemples de l'activité des socialdémocrates.

Ceux qui se montrent si sévères pour notre attitude envers les fascistes ne sont en réalité que les alliés du fascisme. Ce sont des chefs socialistes qui ont préparé son triomphe. Ce sont des socialdémocrates (1) qui ont aidé au renversement du gouvernement Stamboulisky et qui participent au gouvernement de terreur blanche de Zankow. Ce sont des socialistes qui soutiennent Poincaré, tout en l'attaquant de temps en temps pour la forme, et ce sont encore des socialistes qui ont permis au fascisme allemand de se développer. Ils empêchent le prolétariat de s'unir contre le fascisme ; dans toutes les luttes entre communistes et fascistes ils se placent aux côtés des fascistes et transformeront ainsi l'Allemagne en un pays de terreur blanche. Quelques exemples le démontrent sans peine.

ITALIE

Les événements d'Italie nous donnent la preuve de la trahison des socialistes. La situation italienne d'après guerre se caractérise tout d'abord par un désordre économique presque complet, suivi d'une dissolution de la puissance de l'Etat. Ensuite, par la puissance grandissante du prolétariat. Les socialistes eux-mêmes reconnaissent ce caractère de la période d'après guerre. Modigliani écrit dans le *Vorwaerts* du 9 juin 1923 : « Le socialisme italien avait atteint au lendemain de la guerre une force incontestable. Près de 2 millions de voix aux élections, presque 3 millions de syndiqués, 165 socialistes au Parlement sur 508 députés, la direction de 2.000 communes sur 8.000 constituaient les éléments d'une force incontestable. En outre, la bourgeoisie italienne était bien plus faible que celle de l'Europe du Nord. Ainsi la victoire remportée sur le socialisme italien signifiait la défaite d'une organisation qui, malgré sa jeunesse, était proportionnellement très forte. » On peut connaître sa vraie force par la lecture de l'excellente brochure du camarade Aquila sur le fascisme italien où il dit : « En 1919 et 1920, toutes les grèves se terminèrent victorieusement et les chefs syndicaux imposaient invariablement aux entrepreneurs le paiement des salaires des jours de grève ». (Page 80). Rien ne pouvait se faire contre les décisions des organisations de classe, ni dans l'industrie, ni dans l'agriculture. Les organisations réglaient l'embauchage et le débauchage des ouvriers et dictaient aux entrepreneurs les mesures à prendre contre le chômage. Les ouvriers étaient munis de fusils, de mitrailleuses, même de canons et de tout le matériel nécessaire. Au moment de l'occupation des usines ils étaient prêts à toutes les éventualités.

Mais l'obstruction et le sabotage systématique des forces révolutionnaires par les socialistes permit à Mussolini de battre les ouvriers et d'établir la dictature des « chemises noires ». Ils ne sont pas allés, lors de l'occupation des usines, jusqu'au but, c'est-à- dire jusqu'à la prise du pouvoir politique (2). Ils entamèrent des pourparlers secrets avec Giolitti et décidèrent l'évacuation sans aucune garantie de la part de ce dernier et ensuite prêtèrent leur concours au désarmement du prolétariat. Ils semèrent l'illusion que la coalition libérerait les ouvriers du fascisme, demandèrent au prolétariat une passivité absolue jusqu'au moment où l'orage prendrait fin (!). Deux jours après l'écrasement de la grève spontanée de l'Emilie et de la Romagne, c'est-à-dire dans un moment où tout le prolétariat italien se trouvait sous l'impression d'une sanglante défaite (Aquila) ils ont proclamé une grève générale qui forcément devait être un échec complet, etc., etc...

Par toutes ces fautes, la socialdémocratie a pu désorganiser en deux ans ce prolétariat puissant et courageux, et préparer ainsi la prise du pouvoir par Mussolini.

Il est vrai que le maçon du passé et le dictateur d'aujourd'hui ne se montra pas « ingrat » envers ses complices. Au moment où il reçut le télégramme du roi, il chargea le chef fasciste Acerbo de demander à Baldesi, un des leaders de la Confédération Générale du Travail (C.G.T.) et de la socialdémocratie italiennes, s'il accepterait d'entrer dans un cabinet Mussolini. Inutile de dire que Baldesi répondit par un oui très net. Si les transactions entre Mussolini et les socialistes n'aboutirent pas, cela est dû non à l'opposition des socialistes, mais à celle de quelques chefs fascistes. Mais ce ne fut pas le seul essai de rapprochement. Ainsi, en février 1923, Gregorio Nofri, membre du comité directeur du parti socialiste et administrateur de l'organe central *Giustizia*, par l'intermédiaire d'un rédacteur du *Popolo d'Italia*, pria Mussolini de lui accorder une « entrevue privée et secrète ». Mais Mussolini qui, à ce moment-là, ne voulait pas se compromettre par des conférences avec les socialistes, refusa et rendit cette demande publique. Cela ne fut pas non plus le dernier essai de rapprochement ; il serait superflu de les citer tous dans cet article.

En juillet, Mussolini disait textuellement dans son discours à la Chambre : « Vous savez que je serais très heureux si je pouvais avoir dans mon cabinet les représentants directs des ouvriers or-

ganisés. Je leur donnerais un portefeuille très important. » Et le journaliste socialiste bien connu Olda Lerda-Alberg nous dit dans le *Vorwaerts* du 24 juillet 1923 quelle fut la réponse des socialistes. La voici : « *Sur ce terrain il a fait des avances aux organisations ouvrières dans l'espérance de leur faire accepter cette formule : Qu'a-t-on besoin de liberté quond on a du pain !* » Comme le mouvement syndical dans son ensemble a pour but l'adaptation à la réalité, à la « situation matérielle », contrairement au socialisme qui a des buts idéaux pour l'avenir (Ah !) le geste de Mussolini fut compris tout de suite par le représentant de la C. G. T. (Confederazione Generale del Lavoro), le député d'Aragona (3) déclarait en effet : « *Que comme socialiste il votera contre la loi électorale* (dont Mussolini disait ouvertement que c'était une loi pour les fascistes) *sans que ce geste lie les syndicats représentés par lui.* »

On se tromperait en admettant que ces chefs furent désavoués par leurs organisations. Non seulement ils n'ont pas été désavoués, mais ils ont même réussi à faire adopter au Congrès de la C. G. T. de Milan, qui se tenait du 23 au 25 août, une résolution reconnaissant la nécessité de collaborer avec le gouvernement fasciste (4). Et tout cela dans un temps où la faillite du fascisme gouvernemental est évidente, où même les catholiques font une opposition très rude à Mussoilni, où la débandade dans les propres rangs fascistes devient des plus catastrophiques, et où même les ouvriers organisés dans les syndicats fascistes commencent à se lever pour lutter contre leur propre gouvernement ! Et l'on dira que les socialistes ne sont pas les serviteurs du fascisme !

BULGARIE

Tandis qu'en Italie, l'appui donné par les socialdémocrates au fascisme est plus ou moins marqué, celui de la socialdémocratie bulgare est tout à fait public. Elle a participé ouvertement à renverser le gouvernement Stamboulisky et soutient franchement le gouvernement Zankov, dans lequel elle est même représentée par le socialiste Sakasov. Le socialiste Djichorov, ministre de la Justice dans la coalition 1918-1919 et délégué au Congrès de Hambourg, dans un article du *Vorwaerts* du 16 juin 1923, nous donne la preuve que les socialistes soutiennent le gouvernement actuel dans sa politique de terreur contre les ouvriers révolutionnaires. Il dit, dans cet article intitulé : « Les événements de Bulgarie » : « Ils (les communistes) se soumettront tranquillement à chaque gouvernement bourgeois pour ne pas laisser détruire leurs belles Maisons du Peuple. (Pour voir combien l'ex-ministre avait raison, il n'y a qu'à lire le récit des luttes si courageuses qui ont été livrées ces jours derniers par nos camarades !) *Mais, malgré tout*, la chute de Stamboulisky est aussi *le commencement* de la fin du Parti communiste bulgare... » Cela signifie : « Même si le Parti Communiste se soumettait, nous ferions tout pour arrêter ses chefs, détruire les organisations et livrer ses membres et sympathisants à la terreur blanche ». L'activité déployée jusqu'ici par le gouvernement Zankov prouve que les menaces de Djichorov n'ont pas été que des phrases. Aussitôt après le coup d'Etat, on dressa les bandes fascistes contre le Parti Communiste. Plusieurs de nos meilleurs militants sont tombés, des centaines de communistes et des milliers d'ouvriers et paysans ont été jetés en prison, où ils ont été soumis à des brutalités comme on n'en voit guère que dans la Hongrie de Horty, où le gouvernement, du reste, est aussi soutenu par les socialistes. Rien qu'au procès de Plevna, on a les condamnations suivantes : 4 chefs communistes, les camarades Habatschev, Cantomirsky, Raikov et Aranov, ont été condamnés à la peine de mort. Le camarade Habatschev fut assassiné en prison, torturé par les bandits blancs. Plusieurs autres furent condamnés aux travaux forcés à perpétuité et 78 à la cellule de 3 à 12 années (5).

Pour glorifier ces actes cruels, le gouvernement Zankov faisait arrêter à nouveau, le 12 septembre, des milliers de communistes, parmi lesquels presque tous les militants responsables, sous la menace d'être fusillés en cas d'événements révolutionnaires. On interdisait tous les organes communistes et détruisait toutes les organisations syndicales à caractère politique. Il n'est pas nécessaire de faire remarquer spécialement que les socialistes ont appuyé de leur concours ces persécutions.

ALLEMAGNE

On se tromperait en croyant que ce sont les socialistes « larges » (6) qui ont le plus trahi la classe ouvrière. Les plus grands traîtres ont été, sont encore et resteront, dans l'avenir, les socialdémocrates allemands. Pour le prouver, il suffirait de rappeler leurs actes de 1918-1919-1920 et ceux de ces derniers jours. Comme la classe ouvrière allemande se prépare à des luttes formidables et très mandé se prépare à des luttes formidables et décisves, et comme la campagne de mensonges contre le Parti Communiste allemand continue, il nous semble néessaire de montrer comment, dans ces quatre derniers mois, la socialdémocratie a prêté son aide à la contre-révolution et au fascisme.

Au commencement de cette année, les fascistes sont sortis de l'illégalité dans laquelle ils avaient été forcés de se tenir depuis l'assassinat de Rathenau. Ils se sont mis à déployer partout une propagande active et publique. Ils ont massacré les ouvriers en organisant des assauts contre les Maisons des syndicats et les imprimeries ouvrières ; ils ont empêché la tenue des assemblées ouvrières, en attaquant les grévistes à main armée. Le gouvernement prussien et celui du Reich n'ont rien fait contre ces bandes terroristes ; au contraire, ils les ont soutenues par tous les moyens.

(*A suivre.*)

---

(1) Quand nous parlons ici de la social-démocratie nous ne pensons jamais aux ouvriers social-démocrates mais seulement aux chefs social-démocrates.

(2) Un socialiste intime de Modigliani et député à la Chambre avoue ouvertement, dans sa brochure sur le fascisme, que : « Lors de l'occupation des usines, il aurait suffi de *risquer* pour pouvoir conquérir presque à coup sûr, et d'une manière très facile, tout le pouvoir. »

(3) C'est le même d'Aragona qui se targue d'avoir empêché la révolution italienne.

(4) La résolution dit que la C. G. T. ne doit pas avoir des préjugés envers le gouvernement et qu'elle doit essayer de travailler dans les possibilités du régime actuel pour les intérêts de la classe ouvrière.

(5) Où il faut ajouter que ce sont les avocats socialistes qui ont tout fait pour laisser les accusés sans défenseurs. Ainsi, ils ont fait arrêter tous les défenseurs et les ont fait éloigner du lieu où se déroulaient les débats du procès.

(6) C'est ainsi que se nomment les socialistes bulgares.

LA SEMAINE

LUNDI 15 OCTOBRE

Allemagne. — Les troubles continuent en Rhénanie. La police française intervient contre les chômeurs.

France. — Le Conseil national du Parti Communiste étudie la tactique du Bloc ouvrier et paysan et la politique syndicale.

Suisse. — Le Conseil fédéral réclame un arbitrage sur la question des zones.

MERCREDI 17 OCTOBRE

France. — Le président de la République tchécoslovaque, Masaryk, arrive à Paris.

Allemagne. — A Berlin, les chômeurs manifestent devant l'Hôtel de Ville. Emeutes de la faim à Leipzig et à Mannheim. Le gouvernement ouvrier est proclamé en Thuringe.

MERCREDI 17 OCTOBRE

Allemagne. — Le général Müller adresse un ultimatum au président du Conseil saxon Zeigner, exigeant la dissolution des conseils d'usines et des centuries ouvrières — Nouvelle rencontre de Stinnes avec les autorités franco-belges.

France. — Le chargé d'affaires allemand à Paris, von Hœsch est reçu par M. Poincaré qui reste irréductible sur les livraisons en nature.

JEUDI 18 OCTOBRE

France. — Rencontre et accord entre Poincaré et Benès, ministre des Affaires étrangères de Tchécoslovaquie. — Au Congrès radical, M. Herriot prend position contre le discours d'Evreux.

VENDREDI 19 OCTOBRE

Allemagne. — Le Reich soutient Müller contre la Saxe, maintient la dissolution des centuries et envoie des renforts de Reichswehr en Saxe. — La Bavière rompt avec le Reich. Von Lossow refuse de se soumettre à l'autorité de Gessler. Le représentant bavarois à Berlin démissionne.

France. — Des perquisitions ont lieu à l'*Action Française*.

SAMEDI 20 OCTOBRE

Allemagne. — La Reichswehr marche sur la Saxe. Les syndicats demandent la suppression de l'état de siège. — Von Lossow, destitué par le Reich, reçoit du gouvernement de Bavière le commandement de la Reichswehr. — Le Reich fait une série de démarches auprès des Alliés et à Washington pour protester contre l'attitude de la France.

France. — M. Scheinmann, directeur de la Banque d'Etat russe, expose la politique financière des Soviets devant la presse française. — Le Parti radical clôt sa session en votant un programme politique : « Dans la Ruhr, le drapeau est engagé. Cette considération ne saurait être primée par aucune autre. » — Poincaré refuse d'accéder aux demandes de la Suisse au sujet des zones franches.

DIMANCHE 21 OCTOBRE

Allemagne. — Une République rhénane est proclamée à Aix-la-Chapelle. — Dans la Ruhr, de nouveaux accords sont signés entre les industriels et les autorités françaises. Le Reich suspend ses subsides. Le chômage s'étend dans tout le bassin.

MEMENTO

L'*Humanité* a publié :

— Le 15 octobre : *la Révolution allemande écrasera le fascisme* (A. Treint) ; *Un vrai billet de banque, le Tchervonetz* (A. Louzon) ; *Qu'est-ce que le programme Stinnes ?* (P. Franklin) ; *Resserrement des fédérations et unité d'organisation dans l'usine* (V. Delagarde).

— Le 16 : *La Révolution allemande, c'est la paix* [manifeste adopté à Moscou le 28 sept.] ; motion de *politique syndicale* votée par le Conseil national [1re partie].

— Le 17 : *L'Intervention « utile »* [Renaudel partisan, en 1918, de l'intervention en Russie] (Daniel Renoult) ; *le Défi* [sur le discours Millerand à Evreux] (M. Cachin) ; *le Problème du chômage en Angleterre* (C. David) ; *Pourquoi le pain ne diminue pas* (F. M.) ; *Vers une nouvelle expédition en Syrie* [les Kurdes en révolte] (M. F.) ; *Appel du Comité de secours rouge* [pour les révolutionnaires allemands].

— Le 18 : *Le sabotage des sinistrés* (P. Vaillant-Couturier) ; *la Révolution qui vient* (M. Cachin) ; *la Terreur blanche en Bulgarie* [appel des députés bulgares] motion de *politique syndicale* [suite et fin].

— Le 19 : *Poincaré confiant* (Cachin) ; *le Soulèvement bulgare* (Berlov) ; *Un an d'économie soviétiste* (Parijanine).

— Le 20 : Lettre d'un ouvrier de la Ruhr.

— Le 21 : *La liberté* (A. Marty) ; un exposé du directeur de la Banque d'Etat russe, Scheinmann : *Masaryk et Poincaré* (A. Treint) ; *Périodiques en Russie* (V. Serge ; *Saxe et Ruhr* (Louzon) ; *Notes économiques* (Louzon) ; *les Origines de la guerre et les inconvénients de l'individualisme* (Jacques Mesnil).

Vient de paraître

Petite Bibliothèque de l'Internationale Syndicale Rouge. - VII

Pierre SEMARD
Secrétaire de la Fédération Unitaire des Cheminots

Pour le Front unique des Transports

Avec un recueil de documents

Une brochure : 0.50 Le cent : 40 fr.

En vente à la librairie de l'*Humanité*, 120, rue Lafayette, Paris (10e). Chèque postal 25-517.

Le Gérant : VANDEPUTTE.

TRAVAIL EXÉCUTÉ PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2e)
Georges Dangon, imprimeur.